

L'Humanité

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



Rouge

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N°352

mercredi 22 octobre 1975

LA RÉPONSE OUVRIÈRE A LA CRISE

Bientôt un million et demi de chômeurs, des chômeurs partiels par centaines de milliers, la misère dans de nombreux foyers, telle est la situation pour la classe ouvrière aujourd'hui. C'est là le produit de la crise générale qui secoue l'économie capitaliste. Une crise que le gouvernement est incapable de maîtriser, qu'il ne peut pas contrôler, car elle le dépasse. Une crise que la bourgeoisie cherche à faire payer aux travailleurs. Et malgré les propos officiels maintes fois entendus et destinés à faire prendre aux travailleurs leur mal en patience, il est certain que la situation va continuer à se dégrader.

Aussi est-il inévitable et légitime que les ouvriers aient recours à la lutte. On assiste aujourd'hui à un essor considérable des luttes des travailleurs en particulier contre le chômage et les licenciements. Des dizaines d'entreprises sont occupées par les ouvriers en grève et chaque jour en amène désormais de nouvelles. Dans maints endroits, de façon massive, les exploités ont recours aux séquestrations des exploités ou de leurs auxiliaires. C'est l'expression de la violence légitime de ceux qui souffrent contre cette autre violence qui est celle des capitalistes. Car qu'est-ce que le chômage, les brimades, les « accidents » du travail, sinon une forme de violence ? Et qu'est-ce que l'action des CRS contre les ouvriers si ce n'est le déchaînement de la violence ? Qu'est-ce que l'activité de ces milices patronales qui agressent les travailleurs sinon la violence fasciste ? L'aggravation de l'exploitation et de l'oppression produira tôt ou tard, c'est inévitable et nécessaire, une révolte massive de millions des travailleurs dans les villes comme dans les campagnes. Il suffit de regarder autour de soi pour voir les signes avant-coureurs de ce mouvement. L'inquiétude gagne les milieux patronaux et gouvernementaux qui recourent de plus en plus systématiquement à la répression. Mais elle gagne également ces faux communistes, dirigeants du P.C.F et qui contrôlent la CGT. Partout ils s'opposent aux actions efficaces des travailleurs. Si elle les écoutait, la classe ouvrière devrait se résigner au chômage. Partout où les ouvriers prennent en main eux-mêmes leurs affaires, ils les condamnent et prétendent remplacer l'action par la négociation où l'on palabre sur des miettes en acceptant par exemple 150 licenciements au lieu de 200. Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir se servir du mécontentement des travailleurs pour leurs propres intérêts. Ils cherchent à se donner un masque de défenseurs des travailleurs qu'il est indispensable d'arracher pour obtenir des victoires aujourd'hui et préparer celles de demain.

Edmond Siméoni maintenu en prison, nouvelles arrestations

LA CORSE ET LA BRETAGNE FACE A LA REPRESSION

La journée de lundi a été marquée par la poursuite de la répression contre les militants corse et bretons.

Le juge d'instruction près la cour de sûreté de l'Etat a, en effet, rejeté lundi soir la demande de mise en liberté d'Edmond Siméoni, emprisonné à Fresnes depuis le 28 août dernier. Le dirigeant de l'organisation autonomiste corse, l'ARC, interdite par le gouvernement, est l'objet de plusieurs inculpations qui le rendent deux fois passible de la peine de mort. Edmond Siméoni avait été arrêté après l'occupation de la cave Delpelle à Aléria, faite pour protester contre le scandale du vin en Corse. Au cours de cette action, deux CRS avaient été tués alors qu'ils participaient à une charge contre les occupants. Un meeting, rassemblant environ 3 000 personnes, s'est tenu lundi à Paris, dans la salle de la Mutualité, pour exiger la libération des emprisonnés corses. Un message d'Edmond Siméoni y a été lu. Le frère de ce dernier devait notamment déclarer : « Lorsque Edmond Siméoni occupe, le 21 août au matin, la cave Delpelle à Aléria, il s'agit d'une opération de défense et non d'une prise d'otages. On ne demandait pas l'autonomie interne à partir de cette opération, mais le début d'une enquête contre les escrocs. Fait unique : à aucun moment on n'a voulu négocier avec nous. J'accuse l'Etat et le ministre de l'Intérieur, d'avoir choisi la provocation et la répression pour en finir avec l'ARC et l'idéal du peuple corse. »

(suite page 8)

Sommaire

Le bilan inquiétant du voyage de Giscard à Moscou p. 3

DIJON : Une déléguée CFDT de « Hoover » parle :
« Pourquoi nous avons séquestré les directeurs » . . . p. 2

Les rapports CGT-CFDT : Une motion du syndicat CFDT-EDF p. 6

SAHARA OCCIDENTAL :
La population veut décider librement de son sort . . p. 3
Dernières nouvelles p. 8



UNE DÉLÉGUÉE CFDT DE «HOOVER» A DIJON PARLE:

POURQUOI AVONS-NOUS SEQUESTRE LES DIRECTEURS ?

Hoover, une des plus grosses entreprises de Dijon (un peu moins d'un millier de travailleurs) fabrique des appareils électroménagers : machines à laver, aspirateurs, etc.

Après avoir lancé une gigantesque campagne publicitaire à l'embauche en 74, voilà que la direction décide, dès le premier semestre 74, des réductions d'horaires pour les travailleurs, jusqu'à 24 heures par semaine et maintenant un premier plan de licenciements (299 ouvriers) : elle donne l'impression de vouloir liquider l'entreprise dijonnaise pour rapatrier la production en Angleterre. C'est alors que la lutte s'est engagée.

Nous avons posé quelques questions à une camarade militante marxiste-léniniste, déléguée CFDT de l'entreprise afin d'exposer le mieux possible la situation et les perspectives de lutte.

Camarade, tu es une fondatrice de la section CFDT de l'entreprise. Pourrais-tu nous décrire dans quelle situation cette section s'est créée, et quelles ont été les premières luttes ?

Depuis 10 ans qu'existe l'entreprise, il n'y avait qu'un seul «syndicat», la CFT ! Nous avons créé la section au moment où la direction annonçait les premières réductions d'horaires, en juin dernier. Les horaires étaient ramenés à 32 heures. Aux élections de délégués du personnel, nous avons tout de suite obtenu 5 postes de délégués sur 8, au collège ouvriers-employés. En juillet, à l'annonce d'une nouvelle réduction d'horaires (24 h) et d'un plan de licenciements pour septembre, nous appelons à un premier débrayage. 150 personnes (tous ouvriers) arrêtent le travail pendant 3 heures et élaborent un cahier de revendications. Les principaux mots d'ordre sont d'ores et déjà : pas un seul licenciement, paiement intégral des heures chômées, suppression du travail au rendement avec intégration des primes dans le salaire de base. La direction a tout refusé en bloc. Les cadres eux continuaient de faire 40 heures, les employés de bureau, 36 heures. Cette injustice soulevait l'indignation des ouvriers. En juillet, un vendredi matin, un piquet de grève bloque l'entrée des bureaux. Mais de toute façon, aucun résultat dans les négociations jusqu'aux vacances d'août.

Quand vous avez appris les mesures de la direction en ce qui concerne les licenciements (299), comment avez-vous réagi ?

Un premier débrayage d'une journée, mardi 14 octobre, ne réunissait que 70 travailleurs. Il était alors décidé de faire un piquet de grève le mercredi matin pour mobiliser l'ensemble du personnel. A deux reprises, les membres de la direction, aidés par des individus de la CFT, tentaient de forcer le piquet. En fait, 200 personnes sont restées avec le piquet, et 179 votaient la grève illimitée. Une assemblée générale des grévistes décidait la séquestration des membres de la direction présents. Aussitôt, l'inspection du Travail et la préfecture réagissaient, et plusieurs cars de gardes mobiles étaient prêts à intervenir. C'était en effet la première séquestration de patrons dans notre région.

Pourquoi cette séquestration ?

Nous exigeons que s'ouvrent des négociations sérieuses sur la base «aucun licenciement» et de plus, nous voulions la présence des «vrais» patrons, c'est-à-dire la direction Hoover Angleterre. C'est pourquoi nous avons séquestré les directeurs présents dans la boîte.

Le résultat ?

Nous avons accepté quand même de discuter avec le PDG de l'usine, revenu précipitamment d'Allemagne et nous avons libéré les directeurs au bout de 8 heures de séquestration. L'unanimité des grévistes s'était faite pour la séquestration et c'est tous ensemble que nous avons décidé de les libérer.

Tu as participé aux négociations : qu'ont-elles donné ?

La direction ne veut absolument pas revenir sur les licenciements. Mais une proposition a été faite par le ministère du travail : il s'agirait d'une aide financière pour que la société ne licencie pas. Les patrons s'engagent à dire, sous 3 jours, quelle influence cela va avoir sur le plan des licenciements.

Qu'avez-vous alors décidé ?

Nous avons décidé de suspendre la grève jusqu'à la négociation en débrayant le matin même de cette réunion. Notre but, c'est de riposter immédiatement, et, si possible, beaucoup plus nombreux, si la direction refuse l'intervention de l'Etat et licencie tout de suite, ou accepte, mais ne donne aucune perspective, ce qui revient à simplement reculer les licenciements.

En engageant la lutte, nous avons obtenu un premier résultat. Plus nombreux et plus forts, nous pourrions faire céder d'autant plus la direction.

Quelle est l'attitude du P«C»F par rapport à cette lutte ?

Ils n'ont aucune action dans l'entreprise, bien qu'ils aient quelques adhérents (non grévistes !). Dans un tract local, ils annoncent leur intention d'intervenir auprès des «pouvoirs publics», mais ils évitent soigneusement de parler de notre lutte. Ils ne veulent évidemment pas soutenir une lutte avec séquestration que Ségué a bien souvent dénoncée depuis 68 !

Batignolles-Nantes:

LES MANOEUVRES PATRONALES SONT DÉJOUÉES

Coup de théâtre aux Batignolles à Nantes : juste le jour où les licenciements devaient être officiellement annoncés, le patron déclare qu'il en supprime la moitié, que tous les horaires (ouvriers) seront reclassés en chaudronnerie, car l'inspecteur du Travail fait opposition pour eux, mais que pour les 84 mensuels (employés et quelques cadres), les licenciements sont maintenus.

Comment interpréter cela ?

Lenenberger a sans doute reculé devant la combativité des ouvriers (horaires) et le lancement du comité de soutien. Par contre les mensuels ayant toujours refusé (à part 5 ou 6) de se solidariser aux actions des ouvriers, le patron en profite pour les éliminer en premier. Les ouvriers leur ont bien proposé leur appui, mais sans résultats.

Les travailleurs des Batignolles sont bien conscients que Lenenberger cherche à les diviser en licenciement par étapes. Il espère ainsi que la pilule passera plus facilement, mais cela ne veut pas dire qu'il a abandonné son idée de démantèlement de l'entreprise.

Les horaires seront réembauchés dans le secteur chaudronnerie après un stage de 4 mois mais, outre la difficulté que cela représente pour des hommes dont beaucoup ne sont plus jeunes, ils n'ont aucune assurance d'être reclassés dans leur catégorie ! Dans la lettre qui leur a été adressée, il leur est dit qu'ils seront réembauchés à la chaudronnerie «avec ou sans reclassement... Nous vous précisons que, si étant opposé à cette reconversion, vous décidez de nous quitter, nous vous verserons alors l'équivalent de votre indemnité de licenciement...». Cela va bien dans le sens de ce qu'indiquait l'HR No 349 du 27 octobre sur la nouvelle tactique patronale «qu'il fallait se garder d'habituer les gens à toucher le chômage». En effet, en procédant ainsi, le patronat évite de faire bénéficier les licenciés des 90 % puisque, comme le disent les termes de la lettre, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui «décident» de quitter la boîte !!

La colère est grande aux Batignolles. La majorité des ouvriers licenciés, à qui la direction vient d'accorder un sursis, sont décidés à refuser à la fois les licenciements et les reclassements dans l'atelier de chaudronnerie.

Les syndicats, dominés par le révisionnisme (quoique la CGT ait perdu 2 délégués aux dernières élections) temporisent et reculent toujours devant la lutte dure qu'impose la situation. Le comité de lutte de son côté, sentant bien ce que signifient ces mutations en chaudronnerie, a pris une ferme position de refus.

Pour tous les travailleurs des Batignolles, céder le moindre pouce de terrain maintenant, c'est laisser la voie libre pour d'autres licenciements et pour la liquidation totale de l'entreprise.

Correspondant HR.

Aux Fonderies Cochaux à Laifour (Ardennes)

La lutte unie et résolue des travailleurs a payé

La lutte déterminée menée par les ouvriers de Cochaux depuis plus de trois semaines pour leurs justes revendications se solde par une victoire. Au 25ème jour de grève et d'occupation, le patron a dû céder et accorder aux travailleurs l'essentiel de ce qu'ils revendiquaient :

- les 40 heures pour tous sont garanties, pour deux mois au moins (rappelons que les ouvriers étaient en chômage partiel depuis décembre 1974 et ne faisaient que 24 à 32 heures) ;

- les ouvriers obtiennent une augmentation de 25 centimes tout de suite, de nouvelles négociations — et de nouvelles luttes ... — auront lieu à la mi-décembre pour les 25 autres centimes réclamés par les ouvriers ;

- les classifications seront révisées dans le cadre des mesures nationales concernant ce problème.

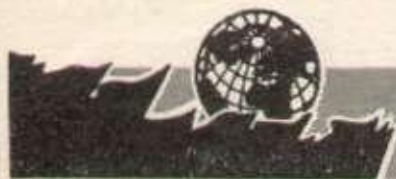
Le contenu de cet accord conclu entre la direction et les délégués du personnel a été communiqué au personnel par les représentants syndicaux lors d'un meeting samedi à

11 heures devant l'entreprise. La reprise du travail a été décidée pour lundi.

Mais ainsi que devait le souligner le délégué CFDT devant tous les travailleurs, la fin de la grève ne signifie pas la fin de la lutte. Et les ouvriers de Cochaux sont bien persuadés qu'il faudra encore, toujours, se battre, pour contraindre le patron à lâcher ce qu'il a promis et pour lui arracher ce qu'il n'a pas encore cédé.

Correspondant HR.

L'HUMANITÉ ROUGE Mercredi 22 octobre 1975



APRES LE VOYAGE DE GISCARD A MOSCOU :

UN BILAN INQUIETANT

Voilà donc Giscard rentré de Moscou, assez content de lui, ramenant dans ses bagages un certain nombre des contrats alléchants qu'il escomptait. Des accords économiques portant sur 2,5 milliards de francs ont été signés. De nouveaux engagements auront lieu en 1976, portant notamment sur une augmentation de 60 à 80 % des achats de pétrole de la France à l'URSS. Les capitalistes français sont donc réjouis de ce qui, dans la crise économique actuelle, leur apparaît comme une bonne aubaine.

Mais le peuple français, lui, entend savoir de quelles concessions importantes portant sur l'indépendance nationale, ont pu être payées ces perspectives de profits qui ne le concernent pas. A l'occasion de ce voyage, il est évident que les pressions soviétiques se sont faites particulièrement grossières pour amener la France sinon à s'aligner, du moins à ne pas gêner les entreprises agressives du social-impérialisme en Europe. Certes le projet d'un « traité d'amitié » liant étroitement la France à l'URSS est resté dormir dans les cartons de Brejnev, certes le président français y a été de sa « petite phrase » sur la nécessité pour les Etats d'assurer de façon autonome leur défense et leur sécurité. Il est évident aussi que les propos de Giscard sur la nécessité de la « détente idéologique » ont provoqué la grogne de Moscou. Ceci dit il semble bien que sur des points essentiels, l'URSS ait réussi à imposer, de façon satisfaisante pour elle, le prolongement de la vaste mystification consacrée à Helsinki, au cours de l'été dernier.

Le communiqué commun se félicite lourdement de cette « conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe », qualifiée d'« événement de la plus haute importance ». Il affirme que « La France et l'URSS considèrent les résultats de la CSCE comme un programme d'action à long terme... et con-

firmement leur volonté de donner une suite concrète aux dispositions de l'acte final. Elle se déclarent prêtes à coopérer à la mise en œuvre des décisions de la Conférence, y compris au moyen d'accords et d'arrangements bilatéraux. »

Les effets de cette coopération ne se font pas attendre puisque, sous la pression soviétique, la France se prononce « en faveur de la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement avec la participation de toutes les puissances nucléaires ». Cette conférence aurait notamment comme objectif de s'opposer à « la dissémination des armes nucléaires ». Giscard a donc souscrit là aux vœux de Moscou qui cherche à mieux paralyser la défense des pays convoités par les nouveaux tsars et à endormir la conscience de leurs peuples. Car une telle conférence n'a pas d'autres objectifs que de saper les efforts de défense nationale des pays du second monde et du tiers monde en maintenant intact le surarmement des superpuissances qui les menacent. Celles-ci entendent avoir les mains libres pour régler leurs comptes entre elles sur le dos des peuples.

Tous les efforts déployés par le social-impérialisme russe pour faire croire à « la détente » ne visent qu'un but : lui permettre d'accélérer ses préparatifs d'agression en trompant les pays et les peuples qu'il rêve de dominer. Hitler n'agissait pas autrement, qui fournissait fébrilement ses armes en multipliant les paroles et les « conférences » de paix, à la veille de déclencher une nouvelle guerre mondiale.

C'est pourquoi, en nous opposant fermement à toutes concessions faites aux exigences de Brejnev, nous devons combattre inlassablement pour arracher aux nouveaux tsars du Kremlin leur masque d'« amis des peuples », soigneusement préservé par les dirigeants du P.C.F. qui sont leurs agents dans notre propre pays.

En dépit des pressions extérieures,

LA POPULATION DU SAHARA ESPAGNOL VEUT DECIDER LIBREMENT DE SON SORT

Située aux frontières du Maroc, de l'Algérie et de la Mauritanie, le sort de l'enclave coloniale espagnole du Sahara suscite ces jours-ci de vives controverses. Son sous-sol est l'un des plus riches du monde en phosphates (les gisements connus sont évalués à plus de cent milliards de dollars) et ses côtes sont extrêmement poissonneuses, ce qui explique les convoitises qu'elle suscite.

Sous la pression avant tout des luttes — y compris armées — du peuple de cette région, appuyé par tout le tiers monde, le colonialisme espagnol, formellement condamné à l'ONU, est contraint de plier bagages. La Mauritanie et le Maroc, invoquant tous deux des liens traditionnels avec ce territoire, le revendiquent chacun pour leur propre compte. Le peuple saharoui qui s'est doté d'un mouvement national pour diriger sa lutte, le PPOLISARIO, entend, lui, être indépendant. La cour internationale de Justice de la Haye (1) vient de rendre son verdict dans cette affaire : la population du Sahara « espagnol » décidera librement de son sort par un referendum d'autodétermination.

Le roi du Maroc a mal accepté cette décision et vient d'annoncer l'organisation d'une spectaculaire « marche pacifique » de 350 000 Marocains en direction de la frontière com-

mune. Des accrochages faisant plusieurs morts ont déjà eu lieu ces jours-ci entre troupes marocaines et unités militaires du PPOLISARIO. On ne peut donc éprouver qu'inquiétudes devant ce projet de « marche verte » qui revient à une tentative déguisée d'annexion par la force. Celle-ci serait sans nul doute bien accueillie par les puissances impérialistes, notamment américaine et française, qui tirent déjà de substantiels profits en pillant le sous-sol de cette région. L'Espagne, quant à elle, a décidé de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU de cette situation.

L'Algérie ne s'est pas encore exprimée publiquement mais sa position constante est bien connue en faveur de l'autodétermination : « L'essentiel est que le choix revienne d'une manière catégorique au peuple saharoui. Nous respecterons tout choix qu'il prendra librement. Indépendant, mauritanien ou marocain, le futur Sahara restera pour nous un peuple frère. »

(1) La cour internationale de Justice de la Haye, tribunal des Nations unies, peut être saisie par l'Assemblée générale de l'ONU pour examiner un conflit opposant deux Etats membres. Elle rend des « avis » qui ne sont pas obligatoires pour les Etats.

TEL AVIV :

LES EMPLOYES D'EL AL TIENNENT BON

Les 600 employés des ateliers de la compagnie aérienne de l'Etat sioniste d'Israël, El Al, sont en grève depuis trois jours pour obtenir la satisfaction de leurs revendications de salaires et tous les appareils de la compagnie sont immobilisés au sol.

La direction a fait savoir qu'elle répondrait par des licenciements à l'action des employés. De son côté la centrale syndicale chargée d'encadrer les travailleurs dans l'Etat sioniste, l'Histadrout, a déclaré qu'elle n'acceptera plus parmi ses membres les grévistes qui n'auraient pas repris le travail avant le lundi 20 octobre : la loi de l'Etat sioniste prévoit en effet que les travailleurs doivent obtenir l'accord de la centrale syndicale pour se mettre en grève. Ce syndicat est, bien entendu, un syndicat corporatiste et fasciste du type des syndicats espagnols officiels ou des syndicats à la polonaise.

Cela montre bien que non seulement l'Etat d'Israël est un Etat raciste qui établit une discrimination entre juifs et non juifs, mais également que parmi les juifs il n'y a pas égalité : il y a les capitalistes qui ont le droit légalement d'exploiter et les travailleurs qui doivent se laisser faire sans broncher.

Voilà pourquoi de plus en plus nombreux sont les juifs qui comprennent que leurs intérêts rejoignent ceux du peuple palestinien qui mène la lutte armée pour une Palestine indépendante, démocratique et laïque.

A L'ONU : SIONISME EGAL RACISME

La Commission sociale de l'Assemblée des Nations unies vient d'adopter une résolution assimilant le sionisme à une forme de racisme. Examinant les projets de résolution dans le cadre de l'organisation d'une « décennie de lutte contre le racisme », celle-ci a en effet estimé que le « sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Cette juste décision met en rage l'impérialisme américain et son protégé Israël qui s'efforce de la faire passer pour une mesure « antisémite ». Ils tentent vainement de faire oublier par là que nombre de juifs pratiquants déniaient toute légitimité à l'Etat d'Israël, lui refusent de parler en leur nom et s'affirment résolument en faveur de la restauration du peuple palestinien dans l'intégralité de ses droits nationaux.

KISSINGER A PEKIN

Le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, Kissinger, vient d'arriver en Chine pour une 8ème visite officielle depuis la reprise des relations entre la Chine et les USA. Rappelons que cette reprise s'était effectuée après que les Etats-Unis aient accepté de réviser complètement leur politique d'isolement de la Chine au plan mondial et de maintien de la fiction des « deux Chineses », qui avait complètement échoué.

La question de la « détente » internationale a été évoquée au cours de ses premiers entretiens avec le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua. Celui-ci a vigoureusement rappelé la position chinoise à ce sujet, en affirmant : « La dure réalité n'est pas que la détente se développe mais que le danger d'une nouvelle guerre mondiale croît sans cesse ».

LE P«C»F ET LES MUNICIPALITÉS.

Autoportrait d'un notable du P«C»F

«Etre maire communiste», c'est sous ce titre que Fernand Dupuy le maire de Choisy-le-Roi, une ville de quarante mille habitants dans la banlieue parisienne, a fait paraître récemment un chant à la gloire de l'activité municipale de son parti, en même temps qu'un autoportrait satisfait de notable du P«C»F.

Chacun sait que la conquête des municipalités tient une large place dans l'activité du parti de Georges Marchais. On peut même dire que la course aux sièges de députés et la course aux fauteuils de mairies et conseillers municipaux constituent les deux grandes préoccupations des dirigeants du P«C»F. Préoccupations complémentaires puisqu'elles sont destinées à s'épauler mutuellement dans la stratégie de «passage pacifique au socialisme» que prétend appliquer ce parti depuis maintenant de longues années.

Marx et Lénine auxquels se réfère encore vaguement le P«C»F n'ont jamais cessé de préconiser la voie de la révolution violente comme l'unique voie susceptible de mettre fin à la domination et à l'oppression des classes exploiteuses. Pour ces grands dirigeants révolutionnaires, la destruction par des millions de prolétaires, paysans pauvres et autres travailleurs, de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie avec sa police, sa justice, son armée et sa bureaucratie, et son remplacement par un Etat de type nouveau, est la seule voie conduisant au socialisme.

Le «passage pacifique» officiellement adopté en 1968 par le Comité central du P«C»F à Champigny, c'est l'exact opposé de cette voie. Il s'agit ni plus ni moins pour les dirigeants du P«C»F, aujourd'hui, que de prendre en main l'appareil d'Etat de la bourgeoisie tel qu'il est.

En se justifiant ainsi : «C'est toujours ça de pris et nous faisons et nous ferons nous "du social"», le livre de Dupuy fait précisément partie de cette campagne destinée à démontrer que le P«C»F est un parti de gouvernement, un parti capable de diriger le pays dans le cadre même du système actuel, puisque ce ne sera pas le socialisme selon son propre aveu.

«C'est vrai, Monsieur Dupuy ! les maires communistes sont de bons maires dévoués, efficaces et intègres...»

(Pompidou).

Telle est la phrase que le chef de file des grands capitalistes français adressa un jour dans les couloirs de l'Assemblée nationale à Dupuy. Rouge de plaisir, Dupuy tient à ne pas priver le lecteur de cet éloge.

Et on le comprend Pompidou ! Les maires «communistes» sont de bons maires, c'est-à-dire qu'ils gèrent bien et qu'ils administrent sagement dans le cadre de l'Etat capitaliste dont ils sont les représentants au

niveau municipal. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Prenons un exemple parmi des milliers d'autres.

Au début des années 60, la Chambre de commerce de Marseille publiait une plaquette où le patronat exprimait sa satisfaction devant la gestion des élus du P«C»F. En effet, les villes industrielles du pourtour de l'étang de Berre assuraient, par leurs réalisations, l'installation et l'entretien des nécessités urbaines (logements en particulier) correspondant aux implantations industrielles en cours. Les capitalistes exposaient cyniquement leurs préférences pour de tels maires qui facilitaient l'installation de la main d'œuvre salariée à proximité de leurs usines. Ils les préféraient à des maires d'autres formations politiques moins actifs et moins réalisateurs...

Alors c'est très bien, tout le monde est content ?

Non. Comme on s'en doute, lorsque les capitalistes sont satisfaits c'est qu'ils y trouvent quelque profit.

Ce profit c'est que les logements et les équipements «sociaux», comme on dit, ce sont les habitants de la commune qui les payent. Et tout travailleur vivant dans une commune gérée par le P«C»F sait bien que les impôts locaux y sont la plupart du temps très élevés. Ainsi par démagogie sociale, les faux communistes deviennent des maîtres dans l'art de lever des impôts. Qui plus est, ces impôts sont parmi les plus injustes socialement puisqu'ils frappent indistinctement ouvriers et bourgeois.

Sans compter qu'il y aurait beaucoup à dire sur les choix en matière d'équipements sociaux, le plus souvent établis en dépit des intérêts les plus pressants des ouvriers. Comme le disent de nombreux ouvriers de l'aveu même de Dupuy : «Oui, c'est bien ce que vous venez de réaliser : une école, une crèche, un gymnase, c'est parfait, mais ça coûte cher, vous nous dites : c'est la faute au gouvernement, et c'est sans doute vrai, mais en attendant c'est nous qui payons, et puis, un gymnase, c'est bien joli, c'est même utile, je le reconnais, mais ça ne me donne pas de logement...». Mais ceci est un autre sujet.

Ah, si vous étiez comme Dupuy... (un patron à ses ouvriers)

«Ah si vous étiez comme Dupuy, avec lui au moins on peut s'enten-

dre» telle fut un jour la réflexion d'un patron de Choisy-le-Roi à ses ouvriers. Là encore c'est Dupuy qui le rapporte au «Nouvel Observateur» avec une pointe de satisfaction.

Et, de fait, la position sociale d'administrateur de l'Etat capitaliste conduit rapidement à perdre totalement le point de vue de la classe ouvrière et à devenir un bourgeois. On rencontre des patrons, des préfets, on fréquente les bureaux ministériels, on a ses entrées dans divers organismes de l'Etat, bref, on entretient des rapports «civilisés» avec les représentants du capital. Comme l'écrit Dupuy : «Les relations personnelles que nous entretenons avec le préfet, et avec les chefs de service, elles sont toujours très correctes (...) On se rencontre, on parle, (...) on voit même quelquefois le préfet participer à une cérémonie dans une ville communiste».

En quelque sorte il veut montrer qu'il est bien avec tout le monde. Un peu comme Giscard sur le plan international. Mais la vérité c'est qu'il n'est pas possible d'être à la fois «bien» avec les bourgeois et bien avec les travailleurs. Et si on gratte un peu derrière la sympathie, c'est le mot, de ce notable du P«C»F on trouve à l'égard du peuple le paternalisme, la condescendance et finalement le mépris. Ecoutez-le parler de ses audiences du samedi matin où il «apprend à connaître le peuple» :

«De toutes les tâches qui m'incombent, je tiens celle-là pour la plus importante, la plus éprouvante, la plus enrichissante. Tâche émouvante, irritante, bouleversante souvent, amusante quelque fois. Je ne crois pas qu'il y ait un moyen plus efficace pour connaître sa ville et ses habitants que ces rencontres-là : c'est une école remarquable.»

Ici il est difficile de refuser aux lecteurs de cet article quelques citations de Monsieur Dupuy même si elles sont longues : elles vous montreront bien quel homme vous avez devant vous, si par hasard un jour, poussé par la nécessité, vous demandez audience au maire de votre commune. Parlant de ses audiences, Dupuy écrit :

«Il y a, bien sûr, quelques "spécialistes" qui cherchent un emploi en permanence (...) Le problème de l'emploi dans la région parisienne

est devenu un grave problème du fait de la décentralisation (...) La situation est donc très préoccupante».

Ne croirait-on pas entendre parler n'importe quel technocrate ? Le chômage ? C'est une question de décentralisation ! D'après Monsieur le maire. Et pourtant avant la décentralisation il y avait aussi du chômage ! Rassurez-vous, vous n'entendrez pas parler de la responsabilité des capitalistes qui mettent de l'argent au soleil ou restructurent leurs entreprises avant de licencier.

Autres audiences, autres problèmes que Monsieur le maire évoque avec un détachement et un cynisme pénibles :

«Parmi les autres grands sujets dont nous parlons au cours de ces entretiens, il faut encore citer les impôts. Lorsque les feuilles jaunes arrivent, c'est le signal. On vient demander des explications ce qui est parfaitement normal. Pourquoi cette augmentation sur l'an dernier ? Pourquoi mon voisin qui occupe le même logement paie-t-il moins que moi ? Comment voulez-vous que je paye une somme pareille ?»

Ici le notable ne vous donne pas la réponse : mais chacun imagine aisément le baratin «technique» qu'un maire peut sortir pour se tirer d'affaire...

On pourrait encore citer des pages entières de ces audiences mais c'est assez pour comprendre que ce qui anime Monsieur le maire, membre du P«C»F, ce n'est pas l'amour et le dévouement aux intérêts du peuple mais la compassion pour ses misères. Et la maire soi-disant communiste conclut, inspiré par une curieuse philosophie : «La vie est avant tout affaire individuelle (...) et les beaux discours sur les difficultés de l'existence, sur les responsabilités de la politique gouvernementale (...) ne sauraient suffire à toutes les questions qui nous sont posées.»

Quel rapport avec la philosophie de lutte d'un authentique communiste qui sait que précisément c'est dans la lutte collective et par la lutte que peuvent être résolues ce que pudiquement les notables du P«C»F appellent les difficultés de l'existence et qui ne sont que les maux du capitalisme.

(A suivre)



Une exposition de photographies sur l'histoire du peuple algérien

L'exposition des photographies d'art du reporter-photographe Amer Oumalou est une manifestation culturelle se situant dans le cadre des luttes d'hier et d'aujourd'hui du peuple algérien.

Elle comporte certes peu d'images de l'histoire ancienne, et c'est bien normal, mais est par contre fort riche pour ce qui concerne la période allant de la guerre 1914-1918 à nos jours. C'est dire qu'elle couvre une partie de la période coloniale puis la guerre révolutionnaire du peuple contre le colonialisme, et enfin la reconstruction de l'Algérie libre et indépendante.

Nous y avons remarqué notamment :

— deux photographies non connues en France avec pour légende : « L'impérialisme fête la victoire et la France colonialiste tue à Sétif. » (mai 1945).

— puis, parmi de nombreuses photos datant de la guerre d'Algérie, un ensemble de 4 photos dont l'histoire témoigne à jamais de la barbarie colonialiste : en 1955 un reporter-photographe américain de la revue « Life » offrit 325 000 francs à un soldat français pour que celui-ci tue sous ses yeux, et sous l'objectif de son appareil, un passant algérien. Cette atrocité produisit 4 photos, qui furent aussi publiées — mais nous espérons dans un but d'indignation — par l'hebdomadaire « l'Express ».

— enfin, après une longue série d'excellentes vues sur l'émigration et tout ce qu'elle comporte de misère, de souffrances et de

racisme, une photo symbolise assez remarquablement la nature même de cette émigration : elle représente la surface craquelée d'un coin de terre et correspond à l'écartèlement tragique subi par tout travailleur émigré en France ou ailleurs, victime du déracinement de sa terre natale.

Les photographies d'Amer Oumalou sont sobres, d'une technique réaliste qui n'emprunte rien aux recherches alambiquées des écoles occidentales, elles servent un contenu national algérien authentique dans lequel restent inséparables le passé, le présent et l'avenir.

Signalons qu'à côté de cette exposition est présentée une autre exposition, dans les « caves » du cercle Ben Badis : celle de tableaux réalisés par de jeunes peintres algériens de l'école de Mohamed Racim. Ici encore, on retrouve la restitution au peuple algérien d'un art authentiquement national, auquel les lettres arabes procurent une harmonie tout à fait caractéristique.

L'exposition de photographies dure du 16 au 30 octobre, et nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs d'aller la visiter, 161 bis, rue Saint-Jacques. L'exposition de peinture n'est que de très courte durée.

Une délégation du comité de rédaction de notre quotidien a assisté à l'inauguration de ces manifestations artistiques algériennes placées sous les auspices de l'Amicale des Algériens en Europe.



Amer Oumalou devant la partie de l'expo sur le thème « l'émigration en France ».

A propos de Salvador Dali :

QUAND « L'APOLITISME » FAIT L'APOLOGIE DU FASCISME

A propos des relations entre l'art et la politique, le barbouilleur S. Dali déclare à l'hebdomadaire américain « Newsweek » :

« Les artistes devraient se préoccuper des techniques artistiques et demeurer totalement à l'écart de la politique parce qu'elle n'a pas la moindre importance. »

Pour Salvador Dali, l'art n'est pas le reflet des réalités quotidiennes, politique incluse. « Au contraire, dit-il, l'art est souvent une fuite acharnée de la violente réalité de la vie. D'après mon expérience, la politique est sale et bourrée de contradictions et d'échecs. Tandis que l'art est pur et éternel. »

L'HUMANITÉ ROUGE Mercredi 22 octobre 1975

Ce qui ne l'empêche pas de dire dans la même interview :

« Je suis monarchiste parce que la monarchie est le seul concept qui soit totalement métaphysique — ça part de Dieu et tout est ensuite rigoureusement transmis à la manière d'un code génétique. »

D'après une information parue dans le journal espagnol « Nuevo Diario » de dimanche, le barbouilleur (soi-disant apolitique !) pourrait être gratifié d'un titre nobiliaire par le bourreau Franco. Le ministère de la Justice achèverait d'étudier le dossier pour lui concéder le titre de « marquis » de Cadagues ! L'« apolitisme » de Dali, sa « pureté de l'art » c'est de faire l'apologie du fascisme.



— LENINE EN

OCTOBRE 1917 —

Résumé : Recommandant à Vassili de se coucher, pour être en meilleure forme, Lénine continue à échauffer les plans de l'insurrection.



63) Quelques jours plus tard, Vassili vient à la résidence de Lénine avec un paquet de journaux. Après les avoir examinés, Lénine s'aperçoit qu'il manque « La petite gazette ». Vassili sourit en signe d'excuse : « "La petite gazette" est éditée par une bande de voyous. Je pensais que vous n'en aviez pas besoin. » Lénine lui fait remarquer qu'il faut connaître ses ennemis et lui demande de la lui porter le lendemain.



64) Lénine demande à Vassili pourquoi il n'a pas dormi. Vassili répond : « Vous n'avez pas dormi non plus ? » Lénine poursuit : « Ça ne fait rien, nous prendrons bientôt le pouvoir et alors, nous aurons encore moins l'occasion de dormir. »



65) Lénine feuillette les journaux page par page. Tout à coup il prend un air sérieux. Il frappe la table du poing et dit : « Voyez ces pseudo-saints comme ils sont lâches. »



66) Lénine montre à Vassili un exemplaire du journal « Vie nouvelle », journal des mencheviks, sur lequel on a publié la déclaration conjointe de Kaméniev et Zinoviev. Dans cette déclaration, ils ont révélé aux ennemis les secrets du Comité central du Parti bolchevik à propos de l'insurrection armée qui aura lieu bientôt... C'est une grave trahison.

A suivre

Une motion du syndicat CFDT-EDF services centraux pour le 24ème Congrès de la Fédération EDF-GDF sur :

L'UNITE D'ACTION CGT-CFDT

De plus en plus nombreux sont les militants, sections et syndicats de la CFDT qui se posent le problème de la ligne à défendre quant à l'unité d'action développée systématiquement par les deux confédérations CGT et CFDT et qui se traduit, souvent, par un alignement de la CFDT sur la ligne de trahison de classe des dirigeants révisionnistes de la CGT.

Nous avons déjà publié à ce sujet deux articles dans HR No 344 (10 octobre) et No 348 (16 octobre). Nous venons de recevoir une motion élaborée, pour le 24ème Congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF (qui se tiendra du 18 au 21 novembre), par le syndicat des Services centraux et qui consacre une large place à l'unité d'action. Nous en publions les extraits suivants :

L'unité dans l'action de l'ensemble du personnel pour faire céder le pouvoir et les directions, obtenir la satisfaction des revendications et préparer les combats à venir, est un objectif fondamental de la Fédération Gaz-Electricité dans le cadre d'une pratique syndicale de classe et de masse.

(...) L'unité d'action doit se faire sur une base de classe. Pas d'unité d'action de communiqués. Pas d'unité d'action où nous serions des forces d'appoint, mais une unité d'action conflictuelle qui exige de la CFDT :

1) D'avoir des positions claires, de les exprimer et de les défendre publiquement ;

2) De confronter par la discussion, à tous les niveaux, les positions respectives pour aboutir à des compromis ne remettant pas en cause nos objectifs principaux.

Cette conception de l'unité d'action implique une volonté d'établir un rapport de forces qui nous soit favorable, de développer la CFDT afin d'être toujours mieux à même de faire progresser nos objectifs.

Il est normal que cette unité d'action se réalise le plus souvent avec la CGT dont les adhérents se situent, pour une majorité, sur le terrain de la lutte de classe. Cela ne veut pas dire qu'elle soit plus facile :

— il y a de nombreuses divergences entre les perspectives et la stratégie de la CGT et les nôtres,

— il y a des comportements également très différents, sources de tensions voire d'affrontements à certains moments.

Mais les possibilités d'unité d'action sur des objectifs clairs et mobilisateurs, sans renier nos positions et objectifs fondamentaux, existent effectivement comme le montrent les accords interfédéraux, certes limités, sur la réduction de la hiérarchie des salaires, la tenue de la première demi-journée des assises ou l'unité d'action conflictuelle pour le soutien de la lutte des personnels conventionnés*.

Dans ce cadre, la FGE-CFDT combattrait à la fois :

— la tendance au repli sur soi par peur de se faire «grignoter» ou «dépersonnaliser» qui, dans les faits, risque de conduire à l'isolement des militants CFDT,

— la tendance à «oublier ce qui nous divise» ou à faire l'unité pour l'unité et donc à abandonner les objectifs fondamentaux de la CFDT et à accepter ceux, divergents, de la CGT, bref à faire du «solvisme» par rapport à celle-ci.

De ces deux tendances, la plus dangereuse est aujourd'hui, compte tenu du rapport de forces entre les fédérations et du

«complexe d'infériorité» des militants de la FGE-CFDT qui en découle, la seconde car elle conduirait à une stagnation et une régression de la CFDT et de ses objectifs.

En ce qui concerne l'unification syndicale, le 24ème Congrès de la FGE-CFDT estime qu'elle n'est pas pour les temps prévisibles puisque nos positions, nos conceptions, nos stratégies sont divergentes, nous n'avons pas la même conception du socialisme et de sa construction. Entre une grande centrale qui reprendrait, aujourd'hui, les objectifs et la stratégie de la CGT, qui serait organisée en tendances et donc totalement inefficace, et deux organisations autonomes, concurrentes mais recherchant l'unité d'action, le 24ème Congrès de la FGE-CFDT retient cette seconde solution.

*NDLR - les exemples cités ici ont fait l'objet d'articles dans l'HR lors des Assises CGT et CFDT d'EDF-GDF, en octobre 74, toutes les interventions des militants CFDT, le matin, explicitèrent les positions propres de leur fédération (augmentations égales pour tous, entre autres). Au début de l'après-midi, les dirigeants de la Fédération CGT imposèrent à ceux de la CFDT, qui acceptèrent, que les interventions des militants CFDT n'abordent plus que les positions «communes».

Lors de l'action du personnel des cantines pour leur titularisation, les dirigeants révisionnistes de la CGT qui, en même temps, sont les patrons des cantines, opérèrent de multiples manœuvres de démobilitation, de trahison, etc., mais devant la détermination du personnel, ils furent contraints, pour ne pas trop se démasquer, de «suivre» les initiatives de la CFDT.

Montreuil

NOUVEL ATTENTAT RACISTE

Jeudi 16 octobre, dans l'après-midi, entre 15 h 20 et 16 heures, dans la banlieue nord-est de Paris, à Montreuil-sous-Bois, dans le nouveau quartier Salvador Allende, un jeune algérien, âgé de 19 ans, nommé Aik-Dahmane Omar, a été accosté par trois individus, âgés de 19 à 21 ans.

L'un d'eux a demandé une cigarette à notre frère de classe ; à la réponse qu'il n'en avait pas, il fut sauvagement et lâchement attaqué à coups de matraque. Blessé à la tête, à la mâchoire et aux yeux, et une dent de cassée, il fut transporté d'urgence à l'hôpital inter-communal de Montreuil par la police qui l'a trouvé sans connaissance dans la rue.

Une plainte a été déposée contre B. P... l'un des agresseurs qui a été reconnu. Celui-ci demeurant 13, rue des Pavillons à Montreuil-sous-Bois.

Une lettre de protestation et de juste colère a été envoyée à l'ambassade d'Algérie à Paris.

D'ores et déjà nous pouvons affirmer que nous pouvons photocopier le certificat médical délivré par l'hôpital inter-communal de Montreuil-sous-Bois, attestant de coups et blessures assez graves. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cette affaire à suivre.

Correspondant HR

ABONNEZ-VOUS

A l'Humanité rouge

MINISTRE DE L'EDUCATION : La mise au pas s'accélère

Depuis qu'il est au pouvoir le ministre Haby multiplie les déclarations mensongères et démagogiques :

— il parle d'abaissement des effectifs dans les classes, mais sanctionne les professeurs et les institutrices qui refusent de travailler dans des classes surchargées ;

— il promet un plan de titularisation des auxiliaires, mais fait licencier des milliers de maîtres-auxiliaires et d'instituteurs suppléants ;

— il proclame à tous vents son intention de «démocratiser» l'enseignement, mais dans de nombreux collèges techniques des centaines d'élèves qui passeront leurs examens à la fin de l'année sont laissés pendant plusieurs mois sans professeur dans des disciplines essentielles.

Face aux mesures répressives du pouvoir les enseignants, les élèves et les parents se mobilisent et passent à l'offensive. Inquiets des affrontements de classe qui se préparent, Haby et ses sbires ont besoin d'exécutants sans scrupules, de hauts fonctionnaires à leur botte. Leur prochaine manœuvre a été préparée dans le secret et sera appliquée brutalement dans quelques semaines :

— d'abord les secrétaires généraux des inspections académiques, qui jusqu'à présent étaient titulaires de leur poste, seront désormais, dans les départements les plus importants, choisis par le ministre et nommés à titre précaire, c'est-à-dire révocables du jour au lendemain sans aucune garantie (plus de consultation de la

Commission administrative paritaire) ;

— ensuite et surtout, les inspecteurs d'académie vont eux-mêmes perdre toute assurance de stabilité dans leur poste. Nommés à la discrétion du gouvernement, ils se verront mutés d'office ou privés de leur emploi sur simple décision du ministre, exactement comme les préfets. Comme si cela ne suffisait pas à garantir le zèle et la servilité qui lui sont nécessaires, Haby a même prévu explicitement de recruter les futurs inspecteurs d'académie — qui s'appelleront «directeurs départementaux de l'Education» pour mieux marquer leur subordination aux préfets — parmi tous les fonctionnaires de catégorie A, sans considération de diplômes universitaires : administra-

teurs civils, directeurs de préfecture, proviseurs ou, pourquoi pas, commissaires de police...

Pour faire passer la pilule, le salaire futur de ces serviteurs de luxe sera augmenté de la bagatelle de 500 F à 1 300 F par mois. Dès le mois de mars, ils auront en outre une voiture de fonction, peut-être même un chauffeur...

Que nos camarades et amis, enseignants notamment, révèlent largement autour d'eux ces projets inquiétants ! Le silence complice des directions syndicales doit nous inciter à agir plus activement encore : laisser mettre en place des hommes encore plus dévoués au pouvoir, c'est laisser préparer des conditions de lutte plus difficiles pour les enseignants, les lycéens et les collégiens.



Les lecteurs ont la parole

Quoi de neuf dans notre courrier ?

Beaucoup d'idées nouvelles, des critiques, beaucoup d'enthousiasme.

Deux soucis importants de nos lecteurs : l'unification des marxistes-léninistes, dont la nécessité et l'urgence transparaissent dans beaucoup de lettres. Nous en publions quelques exemples. Le courant pour le parti marxiste-léniniste unique suscite un grand espoir chez les travailleurs et dépasse de loin le cercle restreint des militants. C'est ce qui fait sa force.

Pour un parti marxiste-léniniste unique...

Ceci dit nous nous réjouissons de la tendance actuelle à l'unification de tous les marxistes-léninistes et faisons tout pour que les deux quotidiens se réunissent, pour que les moyens du Quotidien du peuple (dont certains numéros disent pratiquement les mêmes choses que l'Humanité rouge) et ceux de l'Humanité rouge soient mis en commun, pour que sorte un quotidien révolutionnaire unique digne de la classe ouvrière.

(Des jeunes militants marxistes-léninistes de Montpellier).

Le « Quotidien du peuple » du PCR(ml) et l'« Humanité rouge », cela fait deux quotidiens se réclamant du marxisme-léninisme, c'est dommage, mais c'est la question de l'unification des marxistes-léninistes plus qu'une simple question de presse...

(Un maître auxiliaire et un conseiller d'éducation de Chartres).

Nous avons hésité à diffuser l'article « Pour un parti marxiste-léniniste unique en France » paru en tract, auprès des usines où nous vendons régulièrement le quotidien. Nous pensions : « Cela n'intéressera pas les ouvriers ». Finalement nous l'avons fait... et toutes nos hésitations ont été vite balayées ; le tract a été lu et bien reçu ; plusieurs travailleurs, dont un que nous connaissons déjà, nous ont dit : « En effet, pourquoi tant de groupes, il faut un seul parti »...

(Rencontre avec un militant du Nord-Est).

A propos de l'abonnement

Autre souci : la diffusion du quotidien. L'abonnement est cher pour les salaires ouvriers, nous dit une correspondante ; il faut pouvoir toucher les lecteurs irréguliers, nous dit un autre. Cela est vrai, il nous faut tenter de répondre à de nombreux impératifs : le prix du journal est fixé au plus juste et nous ne pouvons mettre des milliers de journaux dans tous les kiosques... C'est dire combien l'expérience de mise en 280 points de vente, lundi 20,

revêt une grande importance pour nous. Car elle répond en partie aux vœux que vous exprimez, amis lecteurs. A charge pour nous tous d'en faire une nouvelle bataille : en parler autour de nous, susciter l'achat du nouveau quotidien du soir par notre entourage... Et continuer cependant la bataille de l'abonnement, car, nous l'avons déjà écrit, elle est pour nous décisive.

Dernier point encore : certains lecteurs font remarquer que le papier est « luxueux ». Ce n'est pas du « vrai » papier journal, il est vrai. Cela tient aux machines offset sur lesquelles le journal est tiré actuellement. Avec la future machine, qui sortira le journal dans un format plus grand, ce sera du papier journal ordinaire.

La question du prix de l'abonnement me soucie beaucoup. Je vis tous les jours dans les familles ouvrières, il n'est pas possible de payer un tel abonnement compte-tenu de leur salaire...

Je discute régulièrement du combat que mènent les communistes marxistes-léninistes de France, avec d'anciens camarades de lycée. Lorsque j'ai l'occasion de les rencontrer, j'amène quelques exemplaires du quotidien autour desquels s'entament invariablement de longues, et, parfois, après discussions sur le révisionnisme, le social-impérialisme russe, la Chine et l'Albanie, etc.

Seulement, d'une part, il est difficile d'apprécier correctement le quotidien à travers quelques exemplaires dont les articles se trouvent souvent en décalage avec l'actualité, d'autre part, ces personnes, pour de multiples autres raisons, si elles sont intéressées par notre combat, ne se sentent pas prêtes à faire le pas d'un abonnement volontaire et régulier. Ainsi, elles voudraient pouvoir acheter notre quotidien de temps à autre pour connaître notre point de vue sur tel ou tel événement ; mais actuellement cela leur est impossible du fait qu'elles n'habitent pas près d'un point de diffusion, du fait également qu'on ne trouve pas l'HR en kiosque...

(Un étudiant).

LE «ROUTAGE 205»

Sous cette formule existe un mode d'acheminement postal offert par les PTT pour les journaux qui comptent plus de mille abonnés. Le tarif d'affranchissement est très sensiblement réduit par rapport au tarif normal et l'acheminement est immédiat et donc plus rapide. Les abonnés sont assurés, en province notamment, de recevoir leur exemplaire dès le matin suivant la sortie du numéro (ceci pour un quotidien du soir à Paris).

Mais il y a un «mais» qui nous a fait reculer jusqu'ici. L'administration des postes n'accepte de concéder l'avantage du «routage 205» qu'aux journaux qui lui apportent leurs expéditions déjà «triées», c'est-à-dire classées et ficelées par département. Il est donc nécessaire d'effectuer un travail important au premier niveau de notre propre administration et, pour être clair, précisons que ce travail exige que nous embauchions

deux permanents de plus.

Ce que nous économisons par la réduction du tarif d'affranchissement se retrouve dépensé par le nécessaire salaire des camarades chargés du tri préalable à la livraison aux PTT.

Cependant la possibilité d'assurer une distribution postale plus rapide et assurée à nos abonnés a emporté notre choix définitif et nous sommes en train de préparer notre utilisation du «routage 205».

C'est une question de ligne idéologique et politique que de vouloir sans cesse améliorer les conditions techniques du fonctionnement de notre quotidien, mais nos lecteurs et abonnés le comprendront certainement, nous ne pouvons avancer que lentement et prudemment pour mettre de notre côté tous les éléments du succès que nous voulons remporter.

En définitive, oui, l'Humanité Rouge quotidien vaincra !

PROLETARIAT



Revue théorique et politique
marxiste, léniniste
à la pensée - Mots - Rouges

Rectifions nos erreurs. - Comment mieux combattre le révisionnisme dans les syndicats. - Toulouse : 5 mois de grève à Badin. - Le mouvement paysan révolutionnaire va de l'avant. - Chine 75 : La révolution dans l'enseignement. - Document : L'impérialisme, la Bretagne et la révolution prolétarienne. - Notes de lecture.

SOMMAIRE

PRIX : 10 F

3^e trimestre 1975

BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pl ouvert	Pl fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

ÇA BOUGE PARTOUT

Chaque jour apporte désormais sa moisson de luttes ouvrières et populaires. La journée de lundi a été particulièrement fertile à ce sujet.

A Orly et à Roissy en France, les travailleurs des services d'entretien se sont mis en grève et ont eu recours à différentes actions. De nombreux avions n'ont pas pu s'envoler et d'autres ont dû se poser loin de l'aérogare. Deux mille travailleurs ont occupé les pistes.

A Orly-Sud tous les départs d'avions ont été suspendus. Des CRS ont essayé d'encercler des groupes de manifestants mais ils ont été à leur tour encerclés par un nombre plus grand de travailleurs. Les CRS ont dû évacuer les lieux. Les grèves se sont également étendues en province, à Nice et à Toulouse en particulier. Le mouvement doit se poursuivre et s'étendre encore dans la journée de mardi.

Les travailleurs de la société Comsit, en grève avec occupation pour s'opposer à 750 licenciements, ont occupé la mairie de St-Cloud dont le ministre des Finances, Fourcade, est le maire.

En Corse, la grève générale des pompistes, déclenchée jeudi dernier, se poursuit. Par ailleurs, une grève nationale des pompistes a été décidée pour dimanche et lundi.

A l'usine Rhône-Poulenc de Chalampé, dans le Haut-Rhin, la grève s'est renforcée pour s'opposer entre autres au chômage partiel.

Les sapeurs-pompiers de Bordeaux ont décidé de se mettre en grève vendredi, à l'occasion de la venue dans la ville de Poniowski.

A Lyon, les étudiants hospitaliers de la faculté de médecine ont décidé de suspendre les services de garde avec un préavis de huit jours si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

Rhône-Poulenc à Vitry, contre le licenciement de deux ouvriers

"LE CHEF DU PERSONNEL SEQUESTRE, LES PATRONS NOUS ENVOIENT LES CRS"

Témoignage d'ouvriers :

La colère était grande chez les travailleurs de Rhône-Poulenc-Vitry lorsqu'ils apprirent le licenciement de deux de leurs camarades.

Ces mesures de la direction visaient à casser la mobilisation montante des travailleurs après les mesures de chômage partiel.

Vendredi après-midi, déjà, plusieurs centaines de travailleurs investissent la direction administrative où restent enfermés MM. Cérezat et Devys, le directeur et le chef du personnel, pour exiger l'annulation des licenciements.

Lundi matin, à la suite d'un meeting, les travailleurs décident l'occupation de la direction administrative et la séquestration du chef du personnel.

L'importance de l'enjeu, ne pas reculer et faire annuler coûte que coûte ces licenciements, amène une grande partie d'entre nous à décider de continuer à séquestrer le chef du personnel toute la nuit et à préparer une mobilisation plus large dès mardi matin.

Les responsables de la CGT, se voyant débordés par la masse des travailleurs, après avoir tout fait pour les démoraliser, se retirent de la lutte.

Mais la seule réponse que l'on nous fait : envoyer trois cars de CRS nous expulser de la direction administrative, arrêter cinq d'entre nous, qui seront relâchés quelques heures plus tard.

Aujourd'hui, mardi, un grand meeting doit décider de la poursuite de la lutte.

(suite de la page 1)

Ce même jour, en Bretagne, l'opération policière engagée samedi s'est poursuivie. De nouvelles perquisitions ont eu lieu dans le Morbihan, le Finistère et les Côtes-du-Nord. Deux nouvelles arrestations ont été effectuées. Aucune inculpation n'a encore eu lieu. Les militants arrêtés sont placés en garde à vue dont le délai, étant de six jours pour les opérations lancées par le tribunal d'exception, qui est la cour de sûreté de l'État, expirera vendredi. Baptisée «anti-FLB» cette opération de police est en réalité menée contre des militants de la CFDT et de «Paysans-Travailleurs» en particulier.

Dans la soirée, une manifestation s'est déroulée dans les principales rues de Rennes pour exiger la libération des emprisonnés.

Ainsi, en Corse comme en Bretagne, le pouvoir a choisi la voie de l'épreuve de force. Il veut ainsi tenter de briser les luttes anticapitalistes qui s'y développent, en particulier dans les campagnes, et qui sont la réponse à l'aggravation de l'exploitation. Il veut également essayer d'étouffer les aspirations, légitimes, existant en Bretagne et en Corse comme dans d'autres endroits, au droit à la spécificité.

En agissant ainsi, et il ne peut faire autrement, il va provoquer de nouveaux développements de la lutte des masses : là où il y a oppression il y a révolte.

GREVE DE LA FAIM DE PRISONNIERS POLITIQUES SOVIÉTIQUES

Des prisonniers politiques soviétiques ont entrepris lundi une grève de la faim de 24 heures pour demander l'amnistie des femmes détenues en URSS pour des raisons politiques.

Les grévistes ont choisi cette date parce qu'un congrès international pour l'année de la femme réunissant environ 2 000 déléguées s'est ouvert ce lundi à Berlin-Est.

Il s'agit de prisonniers de Mordavie (une république autonome soviétique située à 600 kms environ à l'Est de Moscou). D'autres prisonniers ont dû faire la grève de la faim dans le même but dans la prison politique de Vladimir et dans les camps de l'Oural.

RÉVOLTE A LA PRISON DE BARCELONE

Quatre cent cinquante détenus de la prison de Barcelone se sont mutinés lundi après-midi après la mort d'un de leurs camarades provoquée par les mauvais traitements.

A l'heure du déjeuner, les prisonniers ont commencé à frapper sur les barreaux de leurs cellules et ont crié leur indignation. Le mouvement a ensuite gagné toute la prison. Les fascistes ont dû faire appel à des renforts extérieurs.

La prison de Barcelone se trouve au centre de la ville. Rafael Sanchez Villa, dont la mort dimanche a provoqué la colère de ses camarades, a succombé à la suite de tortures.

SAHARA OCCIDENTAL :

LE FRONT DE LIBÉRATION (POLISARIO) CONDAMNE LA «MARCHE» MAROCAINE

Après la décision du roi du Maroc, Hassan II, d'ordonner à la population marocaine une marche pour occuper le Sahara occidental le chargé des relations extérieures du Front pour la libération du Sahara occidental (F. POLISARIO) a fait une déclaration lundi à Alger.

Condamnant les projets d'Hassan II, il a souligné que le F. POLISARIO est prêt à s'opposer à une invasion. Bien qu'il n'envisage pas pour le moment d'organiser une «contremarche» le Front est décidé à employer la force pour défendre le territoire saharoui.

Lundi, toujours, le F. POLISARIO lançait un appel au peuple marocain pour qu'il manifeste sa solidarité au peuple saharoui. Il souligne que deux cents réfugiés saharouis au Maroc ont «mystérieusement disparu» tandis que de nombreux autres réfugiés ont dû fuir les camps installés au Maroc (lire notre article en p. 3).

PORTUGAL : LES FORCES PRO-SOVIÉTIQUES S'ARMENT ET S'ORGANISENT.

Appuyés par le parti de Cunhal, dont les liens étroits avec Moscou sont bien connus, le mouvement des S.U.V. (Soldats Unis Vaincraient) continue selon des informations en provenance de Lisbonne, de s'organiser. Animé par des trotskystes ce mouvement tente actuellement de mettre sur pied une organisation parallèle à celle du MFA. Ainsi, une trentaine de «commissions» de soldats se réuniraient mercredi à Lisbonne pour créer un secrétariat provisoire. Il est peu probable que dans ce secrétariat figurent des «tenors» mais chacun sait au Portugal que les généraux Gonçalves, Fabiao, Rosa Coutinho et Carvalho soutiennent le mouvement.

Enfin on apprenait lundi soir que sous le sigle Travailleurs Unis Vaincraient (T.U.V.) un appel à la constitution de milices armées vient d'être lancé pour épauler les S.U.V.

De l'autre côté, du côté des forces pro-américaines, des préparatifs se font également en vue de la guerre civile. La question de savoir si le Portugal deviendra prochainement un nouveau Liban se pose donc sérieusement.

Quoi qu'il en soit, les rumeurs de coup d'Etat de droite ou de «gauche» continuent à circuler à Lisbonne, préparant une telle issue.

LA POUDRIÈRE LIBANAISE :

ENCORE UN BOMBARDEMENT ISRAËLIEN SUR LE SUD-LIBAN

L'artillerie de l'Etat sioniste d'Israël a bombardé lundi, pendant une heure, la région de l'Arkout dans le sud-est du Liban. Des incendies se sont déclarés dans les bois à la suite de ce bombardement. Une habitante, âgée de 63 ans, a été blessée et a dû être transportée à l'hôpital.

Des menaces d'une intervention sioniste plus importante se font sentir. L'aviation israélienne a survolé le Sud-Liban pour la quatrième journée consécutive. Beyrouth, la capitale du Liban, continue d'être un vaste champ de bataille. Au cours de la nuit de dimanche à lundi, il y aurait eu dix-huit morts et quatorze blessés. Et la guerre civile opposant les phalangistes (soutenus secrètement par les États-Unis mais équipés d'armes vendues par les pays de l'Est et l'URSS) et le Front des forces progressistes (auquel participent activement les pro-soviétiques) ne semble pas sur le point de s'apaiser. A la nuit tombée les combats reprennent généralement de plus belle : derrière des barricades des hommes mettent en place des mortiers, installent des mitrailleuses tandis que les forces de la sécurité intérieure libanaise et celle du commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) sillonnent les rues pour assurer l'ordre.